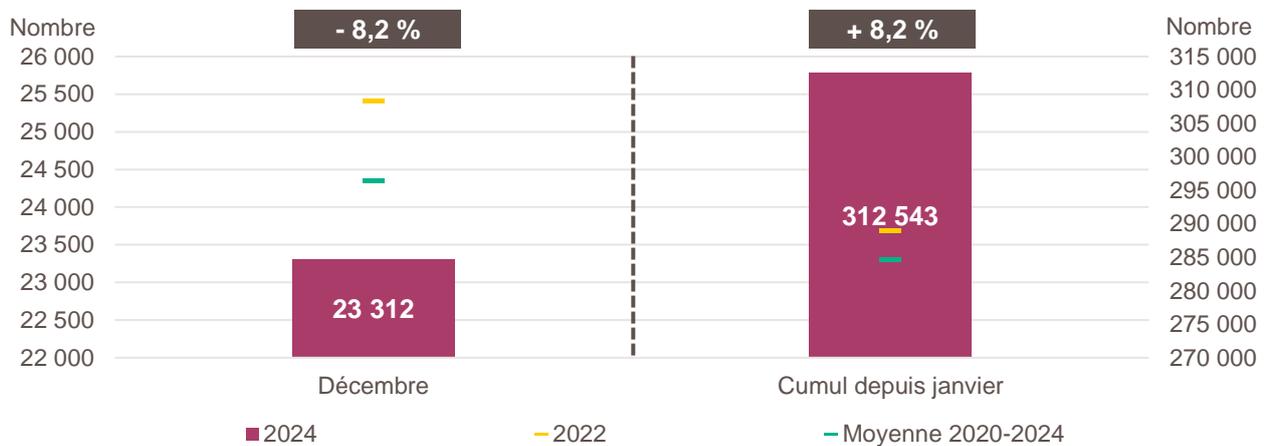


Avertissement : les données mensuelles sur la création d'entreprise en France n'étant pas disponibles pour l'année 2023 (effet de bord du changement de mode d'enregistrement des nouvelles immatriculations), **les évolutions 2024 seront exceptionnellement calculées par rapport à l'année 2022.**

Pour en savoir plus : [documentation de l'Insee](#)

Création d'entreprise en Île-de-France en décembre 2024 et cumul depuis le début de l'année



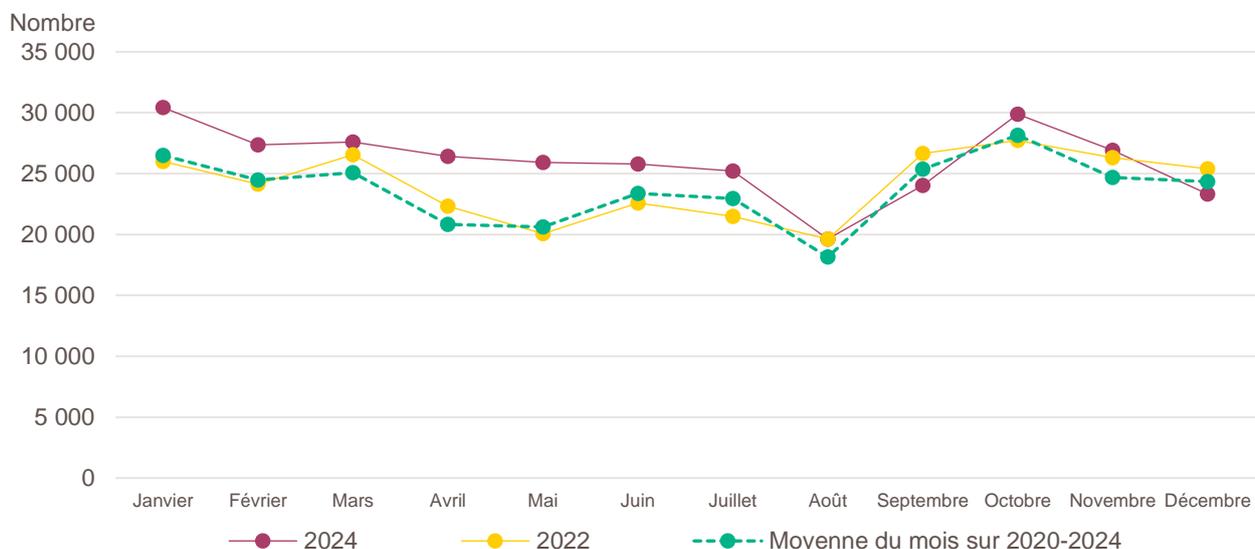
Lecture de la partie gauche : en décembre 2024, 23 312 entreprises ont été créées en Île-de-France, soit - 8,2 % par rapport aux 25 402 de décembre 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises est de 24 353 pour le mois de décembre des cinq dernières années (marque verte).

Lecture de la partie droite : le nombre cumulé de créations depuis le début de l'année 2024 s'élève à 312 543, soit + 8,2 % par rapport aux 288 872 de janvier à décembre 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises entre janvier et décembre des cinq dernières années est de 284 562 (marque verte).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise en Île-de-France sur douze mois glissants



Lecture : en janvier 2022, 25 992 entreprises ont été créées en Île-de-France et 26 499 en moyenne pour les mois de janvier des cinq dernières années.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon le secteur d'activité

Décembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution décembre 2022-2024 %	Évolution janvier à décembre 2022-2024 %
Activités secondaires	2 019	49,6	- 18,7	+ 4,1
Industrie	572	54,7	- 9,5	+ 12,9
Construction	1 447	47,5	- 21,8	+ 1,0
Activités de type commerce	4 904	58,9	- 3,2	+ 16,2
Commerce de détail	2 138	63,4	+ 10,1	+ 19,1
Commerce de gros	498	32,9	- 35,9	- 23,5
Commerce de bouche ^a	60	58,3	+ 9,1	+ 39,7
Commerce et réparation automobiles	432	43,5	+ 4,9	+ 35,3
Hébergement	129	41,9	+ 29,0	+ 79,7
Restauration	577	43,7	- 6,8	+ 24,9
Services en direction des personnes	1 070	78,5	- 7,8	+ 22,6
Activités de type services	16 389	60,2	- 8,2	+ 6,4
Immobilier	608	28,5	- 20,2	- 15,3
Transports et entreposage	3 289	84,7	+ 16,0	+ 40,0
Activités scientifiques et techniques	4 718	51,6	- 24,1	- 16,7
Activités de soutien aux entreprises	2 218	68,4	+ 26,3	+ 58,8
Information et communication	2 022	58,6	- 12,9	+ 19,1
Enseignement	1 155	82,2	+ 5,1	- 1,0
Arts, spectacles et activités récréatives	710	65,6	- 12,5	+ 10,2
Santé humaine et action sociale ^b	775	35,1	- 5,7	- 10,0
Activités financières et d'assurance	894	8,8	- 27,3	- 6,1
Activités des sociétés holding	172	0,0	- 29,8	- 28,0
Total Île-de-France	23 312	59,0	- 8,2	+ 8,2

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en décembre 2024, 572 entreprises ont été créées en Île-de-France dans l'industrie (dont 54,7 % de micro-entrepreneurs), un nombre en baisse de - 9,5 % par rapport à décembre 2022 et un nombre cumulé sur janvier-décembre 2024 en hausse de + 12,9 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2022.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

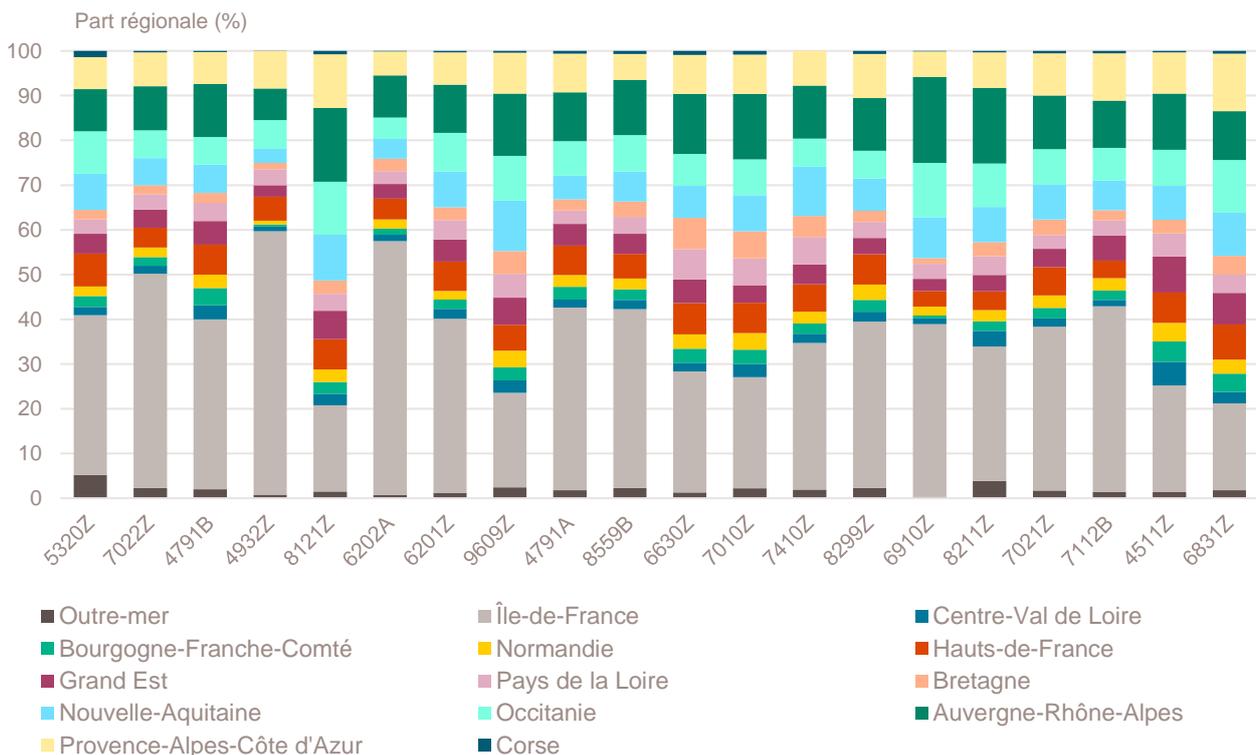
Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Île-de-France

Décembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution décembre 2022-2024 %
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	2 163	98,9	+ 31,5
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	1 971	51,7	- 33,4
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	786	79,8	+ 34,6
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	760	52,1	- 6,5
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	682	85,3	+ 47,0
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	653	44,6	- 1,7
6201Z-Programmation informatique	587	67,0	- 25,9
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	571	87,0	- 6,2
4791A-Vente à distance sur catalogue général	507	76,7	+ 10,5
8559B-Autres enseignements	488	90,2	+ 15,1
6630Z-Gestion de fonds	477	0,6	- 29,9
7010Z-Activités des sièges sociaux	455	0,7	+ 105,9
7410Z-Activités spécialisées de design	384	75,3	- 33,0
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	369	83,7	+ 24,2
6910Z-Activités juridiques	357	8,7	- 26,4
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	352	67,0	+ 55,1
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	348	78,7	- 52,0
7112B-Ingénierie, études techniques	322	64,9	+ 12,6
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	274	43,1	+ 7,5
6831Z-Agences immobilières	260	61,9	- 19,3

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, décembre 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

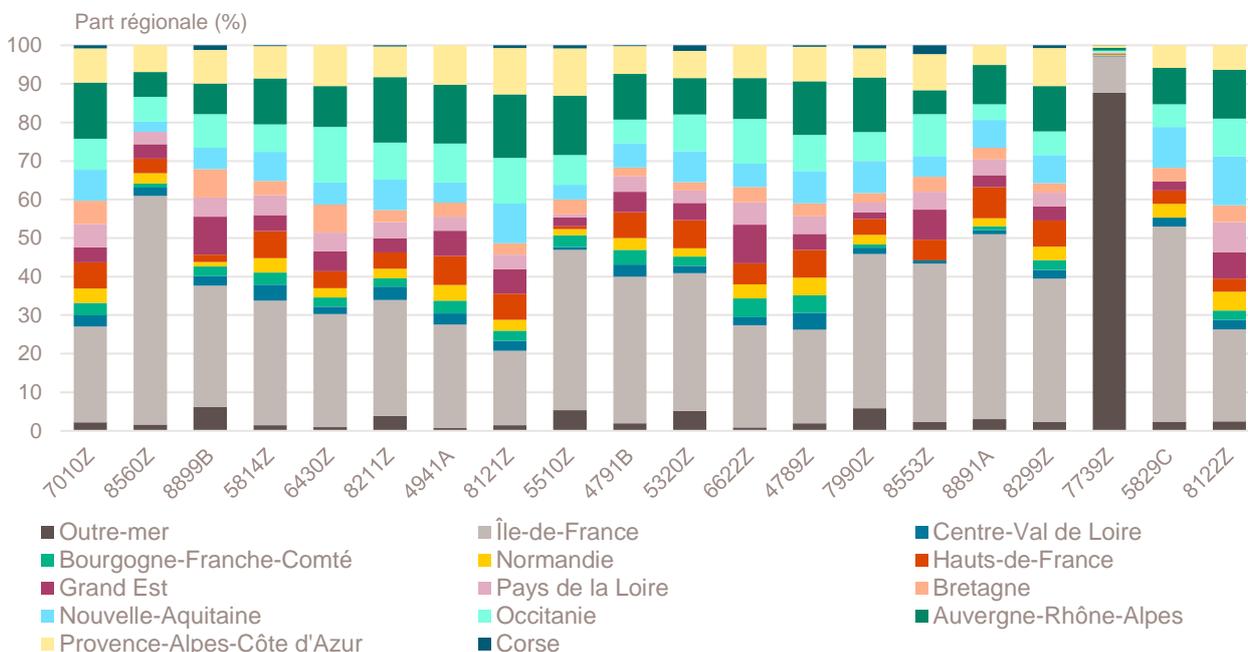
Décembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution décembre 2022-2024 %
7010Z-Activités des sièges sociaux	455	0,7	+ 105,9
8560Z-Activités de soutien à l'enseignement	111	96,4	+ 94,7
8899B>Action sociale sans hébergement n.c.a.	51	41,2	+ 75,9
5814Z-Édition de revues et périodiques	132	89,4	+ 69,2
6430Z-Fonds de placement et entités financières similaires	61	0,0	+ 60,5
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	352	67,0	+ 55,1
4941A-Transports routiers de fret interurbains	195	84,6	+ 53,5
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	682	85,3	+ 47,0
5510Z-Hôtels et hébergement similaire	54	40,7	+ 38,5
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	786	79,8	+ 34,6
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	2 163	98,9	+ 31,5
6622Z-Activités des agents et courtiers d'assurances	87	33,3	+ 29,9
4789Z-Autres commerces de détail sur éventaires et marchés	122	91,8	+ 29,8
7990Z-Autres services de réservation et activités connexes	48	85,4	+ 29,7
8553Z-Enseignement de la conduite	53	54,7	+ 29,3
8891A-Accueil de jeunes enfants	47	80,9	+ 27,0
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	369	83,7	+ 24,2
7739Z-Loca et loca-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.	107	5,6	+ 23,0
5829C-Édition de logiciels applicatifs	43	23,3	+ 22,9
8122Z-Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	49	59,2	+ 22,5

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 39,5 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, décembre 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

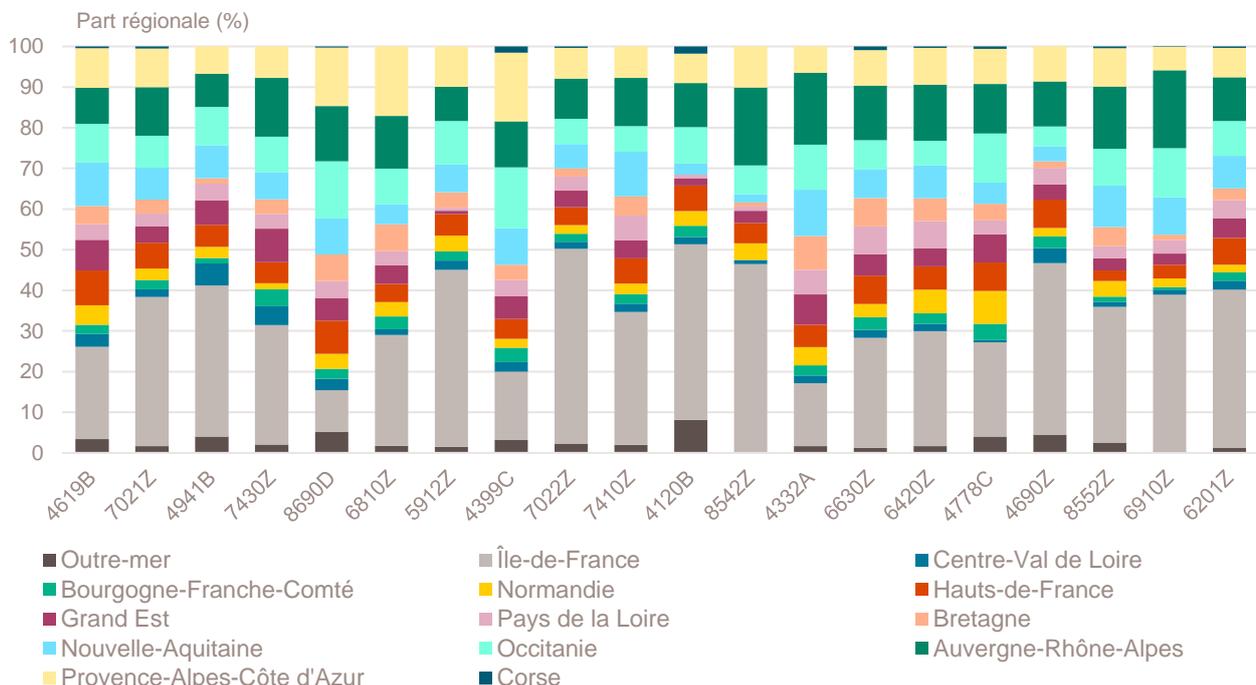
Décembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution décembre 2022-2024 %
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	100	78,0	- 58,0
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	348	78,7	- 52,0
4941B-Transports routiers de fret de proximité	55	12,7	- 50,9
7430Z-Traduction et interprétation	57	91,2	- 47,7
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	67	13,4	- 43,2
6810Z-Activités des marchands de biens immobiliers	78	2,6	- 36,1
5912Z-Post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision	57	75,4	- 35,2
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	143	35,7	- 33,5
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	1 971	51,7	- 33,4
7410Z-Activités spécialisées de design	384	75,3	- 33,0
4120B-Construction d'autres bâtiments	48	25,0	- 31,4
8542Z-Enseignement supérieur	46	89,1	- 31,3
4332A-Travaux de menuiserie bois et PVC	67	59,7	- 30,2
6630Z-Gestion de fonds	477	0,6	- 29,9
6420Z-Activités des sociétés holding	172	0,0	- 29,8
4778C-Autres commerces de détail spécialisés divers	40	20,0	- 28,6
4690Z-Commerce de gros non spécialisé	103	22,3	- 26,4
8552Z-Enseignement culturel	78	91,0	- 26,4
6910Z-Activités juridiques	357	8,7	- 26,4
6201Z-Programmation informatique	587	67,0	- 25,9

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 39,5 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, décembre 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon la nature juridique

Décembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution décembre 2022-2024 %	Évolution janvier à décembre 2022-2024 %
Entreprises individuelles	15 344	65,8	- 2,9	+ 11,3
Micro-entrepreneurs	13 751	59,0	- 0,6	+ 13,4
Entreprises individuelles classiques	1 593	6,8	- 19,0	- 3,7
Sociétés	7 968	34,2	- 17,1	+ 1,8
SARL & EURL	1 265	5,4	- 29,6	- 18,6
SAS & SASU	6 198	26,6	- 12,6	+ 7,4
SCI	15	0,1	+ 275,0	+ 463,8
Autres ^a	490	2,1	- 31,6	- 6,9
Total Île-de-France	23 312	100,0	- 8,2	+ 8,2

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon leur implantation rurale ou urbaine

Décembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution décembre 2022-2024 %	Évolution janvier à décembre 2022-2024 %
Rurale éloignée très peu dense	1	0,0	+ 0,0	- 20,0
Rurale éloignée peu dense	6	0,0	+ 100,0	+ 4,9
Rurale périphérique très peu dense	30	0,1	- 43,4	+ 1,3
Rurale périphérique peu dense	389	1,7	- 19,6	+ 2,2
Bourg	5	0,0	+ 66,7	+ 15,8
Petite ville	8	0,0	- 33,3	- 4,7
Urbaine périphérique peu dense	262	1,1	- 19,4	- 0,5
Urbaine dense	1 825	7,8	- 10,1	+ 1,4
Urbaine très dense	20 786	89,2	- 7,6	+ 9,1
Total Île-de-France	23 312	100,0	- 8,2	+ 8,2

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), IGN 2019, MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France dans les territoires aidés

Décembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution décembre 2022-2024 %	Évolution janvier à décembre 2022-2024 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	14	0,1	- 17,6	- 2,5
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	1 882	8,1	- 6,9	+ 7,1
Petites villes de demain (PVD)	314	1,3	- 9,5	+ 1,4
Actions cœur de ville (ACV)	1 070	4,6	- 4,4	+ 6,6

Note de lecture : de par leur implantation, certaines entreprises créées ne relèvent pas que d'un seul type de territoire aidé.

La somme des créations dans tous les territoires fragiles n'est donc pas indiquée ici

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Décembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution décembre 2022-2024 %	Évolution janvier à décembre 2022-2024 %
Auvergne-Rhône-Alpes	10 620	62,1	- 1,3	+ 3,5
01 - Ain	723	66,7	+ 10,2	+ 9,2
03 - Allier	271	64,2	- 11,4	+ 3,8
07 - Ardèche	347	59,7	- 10,1	- 1,8
15 - Cantal	110	52,7	- 0,9	+ 9,9
26 - Drôme	593	65,4	- 2,8	+ 3,6
38 - Isère	1 655	67,1	+ 4,1	+ 3,3
42 - Loire	831	60,5	+ 1,7	+ 4,8
43 - Haute-Loire	214	60,3	- 13,0	+ 2,9
63 - Puy-de-Dôme	669	63,1	- 17,7	- 2,7
69 - Rhône	3 215	58,7	- 1,7	+ 3,5
73 - Savoie	754	58,8	+ 2,2	+ 3,9
74 - Haute-Savoie	1 238	63,7	+ 2,2	+ 3,9
Bourgogne-Franche-Comté	2 310	60,8	- 9,1	+ 8,3
21 - Côte-d'Or	498	55,6	- 9,0	+ 7,8
25 - Doubs	470	57,2	- 8,4	+ 8,8
39 - Jura	215	57,7	- 14,7	+ 7,8
58 - Nièvre	116	61,2	- 16,5	+ 7,4
70 - Haute-Saône	156	66,7	- 19,2	+ 5,9
71 - Saône-et-Loire	440	65,0	- 10,0	+ 5,8
89 - Yonne	299	64,2	+ 3,1	+ 13,8
90 - Territoire-de-Belfort	116	70,7	- 0,9	+ 9,6
Bretagne	3 074	55,9	- 1,9	+ 6,5
22 - Côtes-d'Armor	490	56,3	+ 2,1	+ 10,6
29 - Finistère	738	53,4	- 6,6	+ 8,2
35 - Ille-et-Vilaine	1 183	58,4	+ 0,9	+ 4,1
56 - Morbihan	663	54,0	- 3,9	+ 5,9
Centre-Val de Loire	2 141	59,8	- 22,1	+ 4,7
18 - Cher	198	57,1	- 20,2	+ 0,6
28 - Eure-et-Loir	345	58,3	- 23,8	+ 5,6
36 - Indre	117	60,7	- 35,4	+ 6,0
37 - Indre-et-Loire	578	60,7	- 19,7	+ 0,4
41 - Loir-et-Cher	284	52,8	- 18,2	+ 1,7
45 - Loiret	619	63,7	- 22,5	+ 11,0
Corse	514	65,6	+ 10,1	+ 7,1
2A - Corse-du-Sud	279	69,5	+ 9,8	+ 4,8
2B - Haute-corse	235	60,9	+ 10,3	+ 9,8
Grand Est	4 412	61,8	- 13,0	+ 5,2
08 - Ardennes	210	56,7	- 2,3	+ 6,4
10 - Aube	227	63,9	- 30,2	- 2,5
51 - Marne	527	59,0	+ 5,4	+ 4,2
52 - Haute-Marne	106	62,3	+ 6,0	+ 3,3
54 - Meurthe-et-Moselle	634	61,2	+ 1,4	+ 11,9
55 - Meuse	120	65,8	+ 26,3	+ 16,0
57 - Moselle	848	67,2	- 3,5	+ 7,5
67 - Bas-Rhin	915	58,1	- 25,9	+ 1,5
68 - Haut-Rhin	555	63,1	- 31,6	+ 3,3
88 - Vosges	270	61,9	- 4,9	+ 8,9

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Décembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution décembre 2022-2024 %	Évolution janvier à décembre 2022-2024 %
Hauts-de-France	5 260	62,4	+ 1,5	+ 6,1
02 - Aisne	369	62,9	- 0,3	+ 13,1
59 - Nord	2 709	62,6	+ 7,8	+ 5,7
60 - Oise	740	61,2	- 7,6	+ 7,0
62 - Pas-de-Calais	1 027	63,6	- 1,8	+ 6,3
80 - Somme	415	60,5	- 8,4	+ 0,6
Île-de-France	23 312	59,0	- 8,2	+ 8,2
75 - Paris	8 046	48,6	- 4,0	+ 13,5
77 - Seine-et-Marne	1 655	65,9	- 17,2	+ 4,3
78 - Yvelines	1 899	66,1	- 10,3	+ 3,4
91 - Essonne	1 766	68,2	- 7,2	+ 2,5
92 - Hauts-de-Seine	2 726	56,9	- 14,2	+ 2,7
93 - Seine-Saint-Denis	3 068	64,5	- 8,9	+ 12,2
94 - Val-de-Marne	2 275	65,4	- 4,5	+ 8,1
95 - Val-d'Oise	1 877	67,7	- 9,6	+ 4,8
Normandie	2 585	60,3	- 6,8	+ 5,3
14 - Calvados	620	56,9	- 8,6	+ 4,0
27 - Eure	526	60,1	+ 3,5	+ 4,7
50 - Manche	285	58,2	- 13,4	+ 10,1
61 - Orne	171	56,1	- 18,6	+ 5,9
76 - Seine-Maritime	983	64,0	- 6,4	+ 4,7
Nouvelle-Aquitaine	6 919	65,6	- 6,6	+ 3,5
16 - Charente	304	64,1	- 3,2	+ 8,1
17 - Charente-Maritime	742	66,3	+ 1,4	+ 0,8
19 - Corrèze	222	64,0	+ 0,5	+ 6,6
23 - Creuse	65	67,7	- 13,3	+ 10,5
24 - Dordogne	404	66,6	- 7,8	- 0,5
33 - Gironde	2 679	67,6	- 1,7	+ 6,7
40 - Landes	468	65,0	- 19,2	+ 5,1
47 - Lot-et-Garonne	289	59,5	- 18,6	- 0,7
64 - Pyrénées-Atlantiques	791	63,2	- 14,8	- 2,5
79 - Deux-Sèvres	263	59,7	- 9,3	+ 5,7
86 - Vienne	360	67,8	- 14,1	- 5,4
87 - Haute-Vienne	332	63,6	- 0,3	+ 7,8
Occitanie	7 437	64,2	- 2,4	+ 6,4
09 - Ariège	150	60,0	- 8,0	- 0,0
11 - Aude	416	65,1	- 0,7	+ 4,8
12 - Aveyron	232	56,9	- 12,1	+ 2,1
30 - Gard	807	66,3	- 8,2	+ 6,1
31 - Haute-Garonne	1 966	66,0	+ 1,1	+ 11,7
32 - Gers	158	67,1	- 7,6	- 0,0
34 - Hérault	2 106	63,7	+ 10,8	+ 5,8
46 - Lot	144	63,9	- 5,9	+ 2,0
48 - Lozère	53	64,2	- 13,1	+ 7,8
65 - Hautes-Pyrénées	212	66,0	- 8,2	+ 1,3
66 - Pyrénées-Orientales	583	63,0	- 19,5	+ 5,0
81 - Tarn	376	58,5	- 6,5	+ 5,3
82 - Tarn-et-Garonne	234	64,1	- 23,3	- 1,4

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Décembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution décembre 2022-2024 %	Évolution janvier à décembre 2022-2024 %
Pays de la Loire	3 734	59,3	- 13,1	+ 1,4
44 - Loire-Atlantique	1 597	59,1	- 1,5	- 1,2
49 - Maine-et-Loire	778	60,5	- 5,1	+ 3,6
53 - Mayenne	290	54,1	- 57,2	- 4,1
72 - Sarthe	469	61,2	- 4,5	+ 10,6
85 - Vendée	600	59,3	- 12,3	+ 1,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 395	63,0	- 15,6	- 3,9
04 - Alpes-de-Haute-Provence	178	63,5	- 18,0	- 5,4
05 - Hautes-Alpes	180	63,9	- 19,3	- 10,7
06 - Alpes-Maritimes	1 828	63,8	- 11,4	- 3,8
13 - Bouches-du-Rhône	2 939	60,9	- 22,7	- 8,2
83 - Var	1 445	64,3	- 10,5	+ 0,6
84 - Vaucluse	825	65,7	- 1,6	+ 7,9
France métrop. hors Île-de-France	56 401	62,2	- 7,2	+ 3,5
France métropolitaine	79 713	61,3	- 7,5	+ 4,8
France d'outre-mer	3 369	41,5	- 2,5	- 1,4
971 - Guadeloupe	824	65,8	+ 22,3	+ 4,2
972 - Martinique	486	41,2	- 66,3	- 22,1
973 - Guyane	278	41,7	+ 1,8	+ 14,7
974 - La Réunion	1 700	29,8	+ 83,2	+ 8,7
976 - Mayotte	81	40,7	- 42,6	- 13,8
France entière	83 082	60,5	- 7,3	+ 4,6

Lecture : en décembre 2024, 3 734 entreprises ont été créées en Pays de la Loire (dont 59,3 % de micro-entrepreneurs), un nombre en baisse de - 13,1 % par rapport à décembre 2022. Le nombre cumulé de créations dans la région sur janvier-décembre 2024 a augmenté de + 1,4 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2022.

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du système d'information de la démographie des entreprises (SIDE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base du CGET pour les communes en ZRR et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent, à compter de 2022, sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la région Île-de-France.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile du mois analysé.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Par ailleurs, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 03/01/2025.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Île-de-France, chiffres de décembre 2024. Bpifrance Création, février 2025 ».

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.